

La répression n'est pas la solution !

En Savoie comme partout en France, la répression policière s'abat sur les lycéen·nes et ceux qui les soutiennent. Nous sommes toutes et tous choqués d'une telle répression qui brise des vies : un lycéen a eu la mâchoire fracturée à Saint-Ouen-l'Aumône par un tir tendu au lance grenade ; un autre a perdu un œil à Tours sous l'impact d'un tir de LBD.

**Leur crime ? Avoir demandé, avec leurs camarades, des conditions décentes d'éducation.
Si rien d'aussi grave n'est encore arrivé dans notre département,
nous ne pouvons pas attendre que des jeunes soient blessés ici pour agir.**

L'État déploie des armes de guerre contre des mineur·es, des équipements prétendument «sublétaux » mais qui fracassent, éborgnent et mutilent à vie. Le gouvernement organise des arrestations d'une ampleur inédite : en moins d'une semaine, 5 000 interpellations dont 2 000 pour la seule journée de jeudi 1er octobre 2026.

À Chambéry, le **mardi 29 septembre**, 5 lycéens ont été placés en garde à vue et quatre ont passé une nuit au commissariat, **à subir des propos haineux, et dans des conditions de détentions indignes (hydratation, alimentation)**. Nous savons aussi qu'au moins 7 jeunes ont été déférés samedi devant le parquet de Chambéry.

Des familles de jeunes lycéen·nes savoyard.es mobilisé.es ont également subi des intimidations chez eux de la part de gendarmes. C'est une négation pure et simple du droit fondamental de la jeunesse à la liberté d'expression, à protester et à s'organiser à cette fin, et ce alors qu'elle le fait pour demander des conditions dignes pour apprendre et disposer d'un avenir.

Lycéen·nes et étudiant·es doivent pouvoir se mobiliser et manifester sans craindre pour leur sécurité. Loin d'assurer l'apaisement, la logique répressive participe à l'augmentation des tensions et transforme les abords des établissements scolaires en zones d'affrontement, ce qui met aussi en danger le personnel éducatif.

C'est le ministère de l'intérieur qui gère, dans la violence, les revendications légitimes de toute une génération. Quelle honte ! Le Ministre de l'intérieur, Laurent NUNEZ, a ainsi déclaré : *« Il n'y a aucune consigne de retenue ni aucune consigne de ne pas utiliser tout l'armement à disposition des forces de sécurité intérieure. »* mais il a aussi déclaré *« Il n'y aura pas d'intervention des forces de l'ordre s'il n'y a pas de violence, s'il n'y a pas de dégradations. »*

Le Mardi 6 Octobre, il n'y a eu ni violence, ni dégradation de la part des lycéen·nes à Chambéry.

Ça n'a pas empêché les policiers de **gazer les manifestant·es à au moins 12 reprises tout au long de la journée** : ils ont gazé le matin quelques dizaines d'élèves qui ralentissaient la circulation devant le Lycée VAUGELAS, **les adultes présent·es n'ont pas été épargné·es. Le policier qui a pris l'initiative a même gazé ses collègues, sans discernement.** Devant le lycée MONGE, il y a eu plusieurs tirs de lacrymogènes le matin, puis d'autres pendant la manifestation l'après-midi, et à plusieurs reprises à nouveau devant le Lycée MONGE en fin d'après midi. Des lacrymogènes ont notamment été envoyés devant et derrière les manifestant·es, avec pour seul objectif de gazer tout le monde, les lycéen·nes et les nombreux adultes qui les accompagnaient.

Les forces de l'ordre ont ainsi créé du désordre, et mis en danger les manifestant·es devant le lycée Monge alors qu'un imposant camion-grue sortant d'un chantier a traversé la foule.

Une enseignante a été copieusement insultée par un policier sous le prétexte qu'elle soutenait les lycéens.

Des jeunes racisé·es ont été victimes de propos racistes et de contrôles d'identité multiples (jusqu'à six fois pour un jeune) de la part de gendarmes dans les vallées, et de la BAC.

Cette logique de provocation systématique ne peut conduire qu'à envenimer la situation **et dissuader les jeunes de manifester. C'est intolérable.**

Les policiers en exercice présent·es en fin de d'après midi au lycée Monge ont été également vus en train de discuter sereinement avec des membres du Rassemblement National.

Les lycéen·nes ne font pourtant que réclamer ce qui leur est dû, des moyens pour l'école publique, des bâtiments et du matériel en bon état et en quantité suffisante et des professeurs pour assurer tous les cours tout au long de l'année. Aucun jeune ne doit risquer son intégrité physique ou sa liberté lorsqu'il fait entendre sa voix.

Stoppons l'escalade répressive. Protégeons la jeunesse.

*** Pour les futures manifestations en Savoie, nos organisations exigent :**

- Le retrait immédiat des unités de la BAC et de toutes celles non formées à la gestion des rassemblements,

- L'interdiction stricte de l'usage des armes de guerre sur les manifestant·es, du gaz lacrymogène, ainsi que l'arrêt des interpellations et de la criminalisation de la jeunesse,

- L'amnistie de tous les jeunes réprimé·es, ainsi que la levée des sanctions scolaires.

Nos organisations soutiennent toutes les mobilisations des lycéen·nes et étudiant·es à venir et seront présent·es en nombre dans les cortèges.

Le 8 Octobre 2026

Collectif Savoyard contre la Répression et les Discriminations

*** Notre Collectif est notamment composé de : *Alternatifs, ATTAC, Cap à Gauche, Chambéry À Venir, CGT, CNT 73-74, Coordination Antifasciste, FSU, GES, Ligue des Droits de l'Homme, LFI, NPA, PCOF, SOLARE73, Union Étudiante Chambéry-Savoie.***